



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 10 septembre 2024

Votants présents :

M. Jean GALAND, M. Jean-François BOUDIGUE, Mme Marie LARRUE, M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Cédric PAIN.

Un pouvoir est donné à M. Jean GALAND par M. Xavier DANÉY.

Un pouvoir est donné à M. Jean-Yves ROSAZZA par M. Bruno LAFON.

Un pouvoir est donné à M. Jean-François BOUDIGUE par M. Patrick DAVET.

Excusé(e)s :

M. Xavier DANÉY, M. Dominique FEDIEU, Mme Pascale GOT, M. Bruno LAFON, M. Alain BALLEREAU, M. Patrick DAVET, Mme Karine DESMOULIN.

Assistaient à la réunion :

Mme Nelly DELEPINE, M. Éric COIGNAT.

Président de séance :

M. Jean GALAND.

Secrétaire de séance :

M. Jean-François BOUDIGUE.

Assistaient également à la réunion :

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), M. Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 14 août 2024.

- **Délibération n° : 12-2024**

- **Objet : Renouvellement du Plan de Formation Mutualisé 2024-2025.**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 10 septembre 2024, à Lanton approuve à l'unanimité la présente délibération.

SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON **Conseil Syndical du 10 septembre 2024**

Délibération n° : 12-2024

Objet : Renouvellement du Plan de Formation Mutualisé (PFM) 2024-2025

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, et notamment son article 44 ;

Vu le Décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le Décret n°2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 28 mai 2024, portant sur le renouvellement du Plan de Formation Mutualisé pour 2024-2025 ;

Par délibération n° 25-2019 du 12 septembre 2019, le Conseil Syndical actait l'adhésion du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon au Plan de Formation Mutualisé du territoire du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre. Cette adhésion, conçue en partenariat avec le CNFPT exonère la Collectivité de production d'un plan de formation sans lui ôter la possibilité de détenir un plan individuel en parallèle notamment pour des formations spécifiques liées à son activité propre.

Par délibération n° 32-2020 du 17 décembre 2020 et son avenant, le Conseil Syndical actait le renouvellement du Plan de Formation Mutualisé et adaptait les modalités de remboursement des frais afférents suivant l'évolution du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006.

Après 7 ans de fonctionnement et une évolution constante des missions et du périmètre, le SMPBA fait de la formation un axe majeur de progrès tout en préservant sa capacité financière. Aussi afin d'être au plus près des besoins du moment des agents et du SMPBA, des efforts sont prioritairement faits sur les formations qui s'inscrivent dans le cadre du poste des agents ou permettant d'accompagner les évolutions de postes en interne.

Afin de se conformer au cadre réglementaire, le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon souhaite renouveler son adhésion au plan de formation mutualisé du territoire du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre.

Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 10 septembre 2024 décide :

- De renouveler son Plan de Formation Mutualisé 2024-2025, ci-annexé ;
- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document relatif à l'application de cette délibération ;
- D'inscrire au budget du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon les crédits correspondants ;

Fait et délibéré à Lanton, le 10 septembre 2024.

Le Secrétaire de Séance



Jean-François BOUDIGUE

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean GALAND

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.